



Cofinancé par  
l'Union européenne



Conseils fiables pour  
établir des liens.



La directive 2003/86/CE  
du Conseil du  
22 septembre 2003  
relative au droit au  
regroupement familial  
(DRF)

*Migrasafe est un consortium formé par :*





Cofinancé par  
l'Union européenne



# Qu'entend-on par droit au regroupement familial ?

Le « regroupement familial » désigne **l'entrée et le séjour** dans un État membre par **des membres de la famille** d'un **ressortissant de pays tiers résidant légalement** dans cet État membre afin de préserver l'unité familiale, que la relation familiale soit née avant ou après l'entrée du résident.



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Cadre juridique de l'UE

- Traité de Rome
- Traité de Maastricht
- Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
- **Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial**
- Directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres

*Migrasafe est un consortium formé par :*





Cofinancé par  
l'Union européenne



# Principes généraux

Les États membres conservent une large marge d'appréciation.

**Clauses « doit » / Clauses « peut »**



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Principes généraux

- Disponibilité des informations – Considérant 13
- Intérêt supérieur de l'enfant – Article 5(5)
- Lutte contre les abus et la fraude – Articles 16(2) et 16(4)
- Évaluation individuelle
  - *CJUE : États membres tenus de procéder à une évaluation équilibrée et raisonnable de tous les intérêts en jeu, tant lors de la mise en œuvre de la directive 2003/86 que lors de l'examen des demandes de regroupement familial (affaires C-356/11 et C-357/11, O. & S.)*
- Droit de contestation judiciaire
  - *L'Article 47 de la Charte des droits fondamentaux s'applique à tous les droits de la directive*



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Qui peut déposer une demande ? Le regroupant

- Un ressortissant hors UE
  - détenir un titre de séjour valable au moins un an
  - avoir l'option légale de séjour de longue durée

Espace de discussion



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Qui peut déposer une demande ? Famille du regroupant

FAMILLE NUCLÉAIRE

## Obligatoire – clauses doit

- Le conjoint
  - Âge minimum du conjoint
  - Interdiction de la polygamie
- Enfants mineurs

## Facultatif – clauses peut

- Le partenaire non marié
- Enfants célibataires adultes
- Parents au premier degré en ligne directe ascendante

Espace de discussion



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Procédure

- Soumission de la demande
  - *Article 5(1) – Les États membres déterminent si une demande doit être introduite soit par le regroupant, soit par le membre de la famille*
- Documents justificatifs
  - *Article 5(2) – la demande de regroupement familial est accompagnée de pièces justificatives prouvant l'existence de liens familiaux*
- Durée des procédures – **9 mois**
- Visas d'entrée, de long séjour et titres de séjour – faciliter





Cofinancé par  
l'Union européenne



# Procédure

- Intérêt supérieur des enfants
  - Article 5(5) : « Au cours de l'examen de la demande, les États membres veillent à prendre dûment en considération l'intérêt supérieur de l'enfant mineur ».



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Conditions de regroupement familial

- Clause d'ordre public, de sécurité et de santé publique – Article 6(1) et (2)
- Conditions d'hébergement – Article 7(1)(a)
- Conditions d'assurance maladie – Article 7(1)(b)
- Conditions de ressources – Article 7(1)(c)
- Critères d'intégration – Article 7(2)
- Durée minimale de séjour légal – Article 8
- Capacités d'accueil des États membres – Article 8 § 2

Espace de discussion



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Droits des membres de la famille

- Visas d'entrée, de long séjour et titres de séjour
- Accès à l'emploi
- Accès au titre de séjour autonome



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Exceptions – réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire

- Regroupement familial par les réfugiés
  - dérogations aux Articles 4, 5, 7 et 8, créant des conditions plus favorables au regroupement familial des réfugiés
    - Membres de la famille des réfugiés
    - Absence de pièces justificatives officielles
    - Exceptions aux dispositions plus favorables du Chapitre V
    - Documents de voyage et visas de long séjour



Cofinancé par  
l'Union européenne



# Étude de cas – Mineurs en vertu de la directive 2003/86/CE

- CJUE, Parlement européen contre Conseil de l'Union européenne, affaire C-540/03
- CJUE, Marjan Noorzia c. Ministre fédéral de l'Intérieur, affaire C-338/13
- CJUE, A et S contre State Secretary of Security and Justice, affaire C-550/16
- CJUE, K et B contre State Secretary of Security and Justice, affaire C-380/17



Cofinancé par  
l'Union européenne



## Liens pour plus d'informations

- Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial – <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:52019DC0162>
- DG Migration et affaires intérieures – [https://home-affairs.ec.europa.eu/family-reunification\\_en](https://home-affairs.ec.europa.eu/family-reunification_en)



# Merci de votre attention !

*Cette présentation a été financée par le Fonds pour la sécurité intérieure de l'Union européenne — Frontières et visas.*

*Le contenu de cette présentation représente uniquement le point de vue de l'auteur et relève de sa seule responsabilité. La Commission européenne décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.*

*Migrasafe est un consortium formé par :*

